

La Charcuterie-Salaison fragilisée par une nouvelle flambée des cours des matières premières

Au-delà d'une simple croissance saisonnière, les entreprises de charcuteries-salaisons font face depuis plusieurs semaines à une augmentation des cours du porc et des pièces de découpe. Ce redressement est à court terme profitable à l'amont de la filière, mais fragilise dans le même temps, le maillon de la transformation.

La hausse actuelle des cours s'explique à un double niveau :

- **international**, par une demande chinoise impactant toute l'Europe avec une augmentation de 130 % sur les 4 premiers mois de l'année (100 000 tonnes).
- **national** avec des pièces de découpe indisponibles structurellement (20% de jambons, viandes de cochons) mais aussi conjoncturellement (principalement jambons, poitrines, épaules, abats) en raison de la cristallisation de ces derniers mois autour de la demande d'étiquetage de l'origine France de la viande utilisée dans les produits transformés.

Cette pression sur les matières premières entraîne de fortes répercussions sur les cours français :

- porc au Cadran : +19,9% entre le mois de juin 2016 et le mois d'avril 2016
- jambon sans mouille : +9,8%
- poitrine n°1 : +18,1%
- hachage sans gorge : +25%
- longe : +9,6%

Source : Marché au Cadran Breton / FranceAgriMer / Rungis

Les achats de viande porcine des entreprises de charcuteries-salaisons représentent 54% de leur chiffre d'affaires et sont estimés à 250 millions d'euros par mois, soit **un impact mensuel de 25 millions d'euros pour la profession avec une hausse constatée de 10% en moyenne des pièces de découpe, soit 30 centimes au kg.**

Le secteur de la charcuterie-salaison transforme 70 % de la viande porcine française. Sa vitalité conditionne ainsi la santé économique de la filière porcine française. Or, sans répercussion rapide de cette hausse des cours des matières premières, les entreprises du secteur se trouvent extrêmement fragilisées. En effet, leur rentabilité est déjà très faible (+1,1% du chiffre d'affaires en moyenne sur 5 ans) avec une marge nette avant impôt de seulement 12 centimes, sur un prix moyen sortie usine de 5,57 euros au kg. La FICT est d'autant plus attentive que les cours du porc et des pièces de découpe devraient se maintenir à un niveau élevé pendant encore plusieurs mois. La démarche protectionniste du gouvernement français, rendant obligatoire l'étiquetage de l'origine de la viande dans les produits transformés, ne fera qu'amplifier les différences de prix avec les autres fabricants européens et le déficit de certaines pièces.

Dans les faits, l'étiquetage Origine France va engendrer un surcoût financier pour les entreprises, lié aux adaptations de la chaîne de production et à la survalorisation de la matière première nationale. A terme, le risque majeur serait finalement que le consommateur français délaisse les produits de charcuteries-salaisons français, qui seront plus chers que les produits étrangers. Un risque d'autant plus préoccupant dans un contexte où la consommation à domicile de charcuteries-salaisons est déjà orientée à la baisse sur le 2^{ème} trimestre 2016 (-1%), impactée par le net recul du rayon coupe (-5,2%) et le manque de dynamisme du rayon libre-service (+0,7%).

Dans ce contexte, la FICT demande aux enseignes de la grande distribution la mise en place de bonnes pratiques avec leurs fournisseurs, notamment en permettant de renégocier les tarifs des produits dans ce contexte haussier. Et ce, afin que les entreprises françaises de charcuteries-salaisons, puissent continuer d'assurer, dans les meilleures conditions, la fabrication de produits de qualité, toujours autant appréciés des consommateurs.

A propos de la FICT

Créée en 1924, la FICT (Fédération Française des Industriels Charcutiers, Traiteurs, Transformateurs de Viandes) représente 292 établissements, dont 90% de PME, qui emploient 37 000 personnes, soutiennent 166 000 emplois (Utopies Local Footprint 2016) et génèrent un chiffre d'affaires de 6,6 milliards d'euros pour une production de 1,2 million de tonnes. Elle est la porte-parole des industries charcutières françaises.

FICT.fr -  @FICT_FRANCE

Service de presse :

VFC Relations Publics - Sophie Ionascu – T. 01 47 57 85 62 – sionascu@vfcrp.fr